

3° het overlijden van één der ouders of van een verwante van de eerste graad; in dat geval mag de afwezigheid niet langer dan vier dagen duren;

4° het overlijden van een verwante vanaf de tweede graad die onder hetzelfde dak als de leerling woont; in dat geval mag de afwezigheid niet langer dan twee dagen duren;

5° het overlijden van een verwante van de tweede, de derde of de vierde graad die niet onder hetzelfde dak als de leerling woont; in dat geval mag de afwezigheid niet langer dan één dag duren.

Opdat de in het eerste lid, 1° en 2°, opgenomen redenen als aanvaardbaar kunnen worden beschouwd, moeten de vereiste documenten of schriftelijke attesten op de dag volgend op de afwezigheid aan het inrichtingshoofd bezorgd worden. Als de afwezigheid langer dan drie dagen duurt, dan worden ze ten laatste op de vierde dag bezorgd.

§ 2. Naast de in § 1 opgenomen redenen kunnen de overmacht of buitengewone omstandigheden die verband houden met familiale problemen, gezondheidsproblemen en vervoersproblemen een afwezigheid verantwoorden.

De ouders of de meerderjarige leerlingen leggen een schriftelijke verantwoording voor. Het inrichtingshoofd bepaalt of één van de gevallen bedoeld in het eerste lid al dan niet bestaat. Indien de afwezigheid wegens een buitengewone omstandigheid die verband houdt met familiale problemen, gezondheidsproblemen en vervoersproblemen meer dan drie dagen duurt, beslist de Regering.

In het schoolreglement wordt vastgelegd hoe dikwijls de afwezigheid door de ouders of door de meerderjarige leerling kan verantwoord worden; in geen enkel geval mag het aantal dagen noch lager dan 8 halve dagen noch hoger dan 24 halve dagen liggen.

§ 3. Elke andere afwezigheid wordt als onverantwoord beschouwd.

Art. 4. Een onverantwoorde afwezigheid wordt de ouders of de meerderjarige leerlingen schriftelijk medegedeeld ten laatste op het einde van de week waar de afwezigheid vastgesteld werd.

Art. 5. Een leerling mag om geneeskundige redenen van de cursus lichamelijke opvoeding vrijgesteld worden als deze redenen door een medisch attest gestaafd worden.

Art. 6. Hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 11 december 1987 tot vaststelling van het organiek reglement voor de rijksonderwijsinrichtingen met volledig leerplan, waarvan de onderwijstaal het Frans of het Duits is, met uitzondering van de inrichtingen voor hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 8. De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 10 februari 2000.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme,

B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 1085

[C — 2000/27177]

30 MARS 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'établissement, la perception et le recouvrement de la redevance sur les prises d'eau potabilisable et de la contribution de prélevement sur les prises d'eau souterraine non potabilisable

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié par les décrets des 23 décembre 1993 et 7 mars 1996, notamment les articles 32, 36 et 37;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 octobre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 novembre 1996;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 3 février 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 3 novembre 1999;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de l'Equipement et des Travaux publics et du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Etablissement et perception de la redevance et de la contribution*

Article 1^{er}. Les rôles mentionnent :

1° le nom de la Région;

2° les nom, prénoms ou la dénomination sociale du redevable de la redevance ou de la contribution, ainsi que son adresse;

3° la référence au décret;

4° le montant de la redevance, de la contribution ou de la provision;

5° l'exécutoire;

6° l'article budgétaire auquel le produit de la redevance ou de la contribution ou de la provision est affecté;

7° le numéro d'ordre ou article du rôle.

Outre les éléments repris à l'alinéa 1^{er}, les avertissements-extraits de rôles mentionnent :

a) la date d'exigibilité;

b) la désignation et l'adresse du service chargé de percevoir la taxe.

Art. 2. Lorsque le montant des provisions est inférieur à 10.000 francs, les versements provisionnels peuvent être reportés à la date du paiement du solde de la redevance ou de la contribution.

CHAPITRE II. — *Recouvrement*

Art. 3. Le commandement visé à l'article 36, alinéa 3, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, ci-après dénommé le décret, doit porter en tête un extrait de l'article du rôle concernant le redevable et une copie de l'exécutoire.

Art. 4. Lorsque le montant réclamé en principal et intérêts n'excède pas la somme de 20.000 francs, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut notifier la contrainte au redevable, par pli recommandé à la poste.

Art. 5. Les versements partiels effectués à la suite de la signification ou de la notification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

Art. 6. Le délai du commandement étant expiré, le fonctionnaire chargé du recouvrement fait procéder à l'exécution forcée.

Art. 7. La saisie-exécution immobilière doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre ayant les finances dans ses attributions.

Le fonctionnaire chargé du recouvrement joint à la demande d'autorisation :

1° un certificat, délivré par le conservateur des hypothèques, des inscriptions grevant les biens à réaliser;

2° un état indiquant :

a) le nom du redevable retardataire;

b) la nature et le montant des redevances, contributions ou provisions à recouvrer;

c) la valeur vénale estimative desdits biens;

d) leur revenu cadastral;

e) la valeur approximative des meubles affectés au privilège du Trésor régional et dont la saisie a été ou pourrait être pratiquée.

Art. 8. Lorsque les poursuites indirectes portent sur un montant réclamé en principal, intérêts et accessoires, n'excédant pas la somme de 20.000 francs, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut procéder conformément à l'article 38, §§ 2 à 4, du décret.

La notification vaut sommation avec opposition sur les revenus, les sommes et les effets détenus par des tiers. Elle reste valable aussi longtemps que la dette n'a pas été acquittée.

L'avis prévu à l'article 1390 du Code judiciaire est transmis par le fonctionnaire chargé du recouvrement au greffe du tribunal de première instance dans les vingt-quatre heures du dépôt à la poste du pli recommandé valant saisie-arrêt.

Art. 9. Le fonctionnaire chargé du recouvrement restitue l'excédent éventuel au redevable.

Art. 10. Outre les frais de poursuites qui sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale, sont à charge du redevable retardataire :

1° les frais postaux;

2° les frais d'hypothèque.

Dans les cas exceptionnels, le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser le fonctionnaire chargé du recouvrement à faire l'avance des frais de poursuites à l'huissier instrumentant.

Ne sont pas admis en liquidation :

1° les frais d'actes accomplis par les huissiers de justice non justifiés par la production des originaux;

2° les frais résultant de poursuites qui ne sont pas exercées en vertu d'une contrainte préalable.

CHAPITRE III. — *Paiements et quittances*

Art. 11. La redevance, la contribution et les provisions sont payables en mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

Art. 12. § 1^{er}. La redevance, la contribution et les provisions doivent être payées au moyen :

1° d'un versement ou d'un virement intitulé "Redevances et contributions";

2° d'un mandat de poste au profit du fonctionnaire chargé du recouvrement;

3° d'un chèque certifié ou garanti, préalablement barré, tiré au profit du fonctionnaire chargé du recouvrement sur une institution financière affiliée ou représentée à une chambre de compensation du pays.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions peut, dans des circonstances particulières, autoriser d'autres modes de paiement.

§ 2. Pour les provisions trimestrielles ou à défaut d'employer la formule de paiement jointe à l'avertissement-extrait de rôle, le redevable doit reproduire sur la formule de paiement qu'il utilise, la communication structurée permettant d'identifier la provision, la redevance ou la contribution payée.

§ 3. Font foi du paiement, sauf preuve contraire :

1° en ce qui concerne les versements et les mandats de poste, les accusés de réception datés par la Poste;

2° en ce qui concerne les virements et les chèques, les extraits de compte et les annexes y relatives.

Lorsque le Ministre ayant les finances dans ses attributions autorise un autre mode de paiement, il en détermine les éléments probants.

Art. 13. Le paiement de la redevance ou de la contribution ou des provisions y afférentes produit ses effets :

1° pour les paiements effectués dans un bureau de poste, soit par versement, soit par mandat, à la date indiquée par la Poste comme date libératoire sur le document;

2° pour les paiements effectués au moyen d'un chèque certifié ou garanti, à la date à laquelle le chèque a été reçu par le fonctionnaire chargé du recouvrement;

3° pour les paiements visés à l'article 12 et les produits de saisie, à la date de la remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice;

4° pour les virements, à la date de l'extrait de compte du fonctionnaire chargé du recouvrement portant crédit du paiement.

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 14. A défaut pour le redevable d'indiquer la dette qu'il entend acquitter, les paiements sont imputés par priorité :

1° sur le montant en principal des redevances, des contributions ou des provisions y afférentes, que le fonctionnaire chargé du recouvrement entend apurer;

2° sur les intérêts de retard afférents aux redevances, contributions ou provisions que le fonctionnaire chargé du recouvrement entend apurer;

3° sur les frais de toute nature quelles que soient les redevances ou les contributions auxquelles ils se rapportent.

Art. 15. Le fonctionnaire chargé du recouvrement est seul habilité à accorder des termes et délais pour le paiement des redevances, des contributions ou des provisions y afférentes, et pour en donner quittance.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses*

Art. 16. La redevance, la contribution ou les provisions y afférentes sont à chaque stade du calcul, établies en francs; les fractions de francs sont arrondies au franc supérieur ou inférieur selon qu'elles atteignent ou excèdent cinquante centimes ou qu'elles sont inférieures à ce montant.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 relatif à la redevance sur les prises d'eau potabilisable destinée à la distribution est abrogé.

Art. 18. Le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de l'Équipement et des Travaux publics,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1085

[C — 2000/27177]

30. MÄRZ 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Festlegung, die Erhebung und die Beitreibung der Gebühr für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser und der Steuer für die Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, in seiner durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993 und vom 7. März 1996 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 32, 36 und 37;

Aufgrund des am 9. Oktober 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. November 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. Februar 1997 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des am 3. November 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten und des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

KAPITEL I — *Festlegung und Erhebung der Gebühr und der Steuer*

Artikel 1 - Die Steuerbescheide der Heberollen enthalten:

1° den Namen der Region;

2° den Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und die Anschrift des Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen;

3° den Bezug auf das Dekret;

4° den Betrag der Gebühr, der Steuer oder der Anzahlung;

5° die Vollstreckbarkeitserklärung;

6° den Haushaltsartikel, dem der Ertrag der Gebühr, der Steuer bzw. der Anzahlung zugeteilt wird;

7° die laufende Nummer oder den Artikel der Heberolle.

Zusätzlich zu den in Absatz 1 erwähnten Angaben enthalten die Steuerbescheide der Heberollen ebenfalls:

a) das Fälligkeitsdatum;

b) die Bezeichnung und die Anschrift der mit der Festsetzung der Steuer beauftragten Dienststelle.

Art. 2 - Wenn der Betrag der Anzahlungen unter 10.000 BEF liegt, darf deren Einzahlung auf das Datum der Zahlung des Restbetrags der Gebühr bzw. der Steuer verschoben werden.

KAPITEL II — *Beitreibung*

Art. 3 - Oben auf der in Artikel 36 Absatz 3 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, nachstehend Dekret genannt, erwähnten Zahlungsanordnung muss ein Auszug aus der Steuerbescheid-Heberolle bezüglich des Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen sowie eine Abschrift der Vollstreckbarkeitserklärung stehen.

Art. 4 - Wenn der verlangte Kapital- und Zinsenbetrag 20.000 BEF nicht überschreitet, darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte dem Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen den Vollstreckungsauftrag per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief amtlich mitteilen.

Art. 5 - Die nach Zustellung oder amtlicher Mitteilung eines Vollstreckungsauftrags erfolgten Teilzahlungen verhindern die Weiterführung der Verfolgungen nicht.

Art. 6 - Wenn die Zahlungsfrist zu Ende ist, leitet der mit der Beitreibung beauftragte Beamte die Zwangsvollstreckung ein.

Art. 7 - Die Immobiliarzwangsvollstreckung muss vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören, genehmigt werden.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte fügt dem Antrag auf eine Genehmigung die folgenden Unterlagen bei:

1° ein durch den Hypothekenbeamten ausgestelltes Zeugnis über die Eintragungen, die die zu verflüssigenden Güter belasten;

2° ein Dokument, das die folgenden Angaben auflistet:

a) den Namen des in Verzug geratenen Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen;

b) die Art und den Betrag der beizutreibenden Gebühren, Steuern bzw. Anzahlungen;

c) der geschätzte Veräußerungswert der besagten Güter;

d) ihr Katastereinkommen;

e) den annähernden Wert der beweglichen Güter, worauf das regionale Schatzamt ein Vorrecht besitzt und deren Pfändung vorgenommen wurde bzw. werden könnte.

Art. 8 - Wenn die indirekten Verfolgungen einen Betrag (Kapital, Zinsen und Nebenkosten) unter 20.000 BEF betreffen, darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte gemäß Artikel 38 §§ 2 bis 4 des Dekrets handeln.

Die Notifizierung gilt als Aufforderung mit Pfändungsbeschluss für das Einkommen, die Summen und Wertpapiere, die in Besitz von Drittpersonen sind. Sie gilt solange die Schuld nicht beglichen worden ist.

Die in Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehene Pfändungsanzeige wird innerhalb vierundzwanzig Stunden, nachdem der als Drittpfändung geltende Einschreibebrief bei der Post aufgegeben worden ist, vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten der Kanzlei des Gericht erster Instanz übermittelt.

Art. 9 - Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte zahlt dem Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen den eventuellen Überschuss zurück.

Art. 10 - Zusätzlich zu den Verfolgungskosten, die nach den für durch Gerichtsvollzieher ausgeführte Handlungen in Zivil- und Handelsangelegenheiten festgelegten Regeln bestimmt sind, gehen zu Lasten des in Verzug geratenen Gebühren- bzw. Steuerpflichtigen:

1° die Postkosten;

2° die Hypothekskosten.

In außergewöhnlichen Fällen kann der für die Finanzen zuständige Minister dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten erlauben, dem protokollierenden Gerichtsvollzieher die Verfolgungskosten vorzuschießen.

Die folgenden Kosten werden nicht für die Auszahlung in Betracht gezogen:

1° die Kosten für die durch die Gerichtsvollzieher ausgeführten Handlungen, die nicht mit Urschriften belegt sind;

2° die Kosten in Verbindung mit Verfolgungen, die nicht infolge eines vorherigen Vollstreckungsauftrags stattgefunden haben.

KAPITEL III — *Zahlungen und Quittungen*

Art. 11 - Die Gebühr, die Steuer und die Anzahlungen sind dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten zu zahlen.

Art. 12 - § 1. Die Gebühr, die Steuer und die Anzahlungen sind folgenderweise zu zahlen:

1° mittels einer Einzahlung bzw. Überweisung mit der Überschrift "Gebühren und Steuern";

2° mittels einer Postanweisung zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten;

3° mittels eines vorher gekreuzten, bankbestätigten Schecks bzw. Scheckkartenschecks, der zugunsten des mit der Betreibung beauftragten Beamten auf eine Krediteinrichtung, die Mitglied einer Abrechnungsstelle des Landes oder dort vertreten ist, ausgestellt wird;

Der für die Finanzen zuständige Minister kann unter besonderen Umständen andere Zahlungsweisen erlauben.

§ 2. Für die dreimonatlichen Anzahlungen oder wenn das dem Steuerbescheid der Heberolle beigefügte Zahlungsformular nicht verwendet wird, muss der Gebühren- bzw. Steuerpflichtige die strukturierte Verwendungszweckangabe zur Identifizierung der getätigten Anzahlung, Gebühr oder Steuer auf das benutzte Zahlungsformular eintragen.

§ 3. Solange das Gegenteil nicht erwiesen wird, gilt das Folgende als maßgebend für die Zahlung:

1° was die Einzahlungen und Postanweisungen betrifft, die mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigungen der Post;

2° was die Überweisungen und Schecks betrifft, die betreffenden Kontoauszüge und Anlagen.

Wenn der für die Finanzen zuständige Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, welche Zahlungsbelege dafür maßgebend sind.

Art. 13 - Die Zahlung der Gebühr oder der Steuer bzw. der damit verbundenen Anzahlungen wird am folgenden Zeitpunkt wirksam:

1° für die in einem Postamt entweder durch Einzahlung oder durch Anweisung getätigten Zahlungen, am Tag, der von der Post auf dem Dokument als befreiendes Datum angegeben ist;

2° für die durch bankbestätigte Schecks bzw. Scheckkartenschecks getätigten Zahlungen, das Datum, an dem der mit der Betreibung beauftragte Beamte den Scheck erhalten hat;

3° für die in Artikel 12 erwähnten Zahlungen und die Erträge der Pfändungen, das Datum, an dem der Gerichtsvollzieher die Gelder erhalten hat;

4° für die Überweisungen, das Datum des Kontoauszuges des mit der Betreibung beauftragten Beamten, an dem die Zahlung gutgeschrieben worden ist.

Wenn der für die Finanzen zuständige Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, an welchem Datum die Zahlung wirksam wird.

Art. 14 - Wenn der Gebühren- bzw. Steuerpflichtige nicht angibt, welche Schuld er begleichen möchte, werden die Zahlungen vorrangig auf das Folgende angerechnet:

1° auf den Kapitalbetrag der Gebühren, Steuern bzw. damit verbundenen Anzahlungen, die der mit der Betreibung beauftragte Beamte bereinigen möchte;

2° auf die Verzugszinsen für die Gebühren, Steuern bzw. damit verbundenen Anzahlungen, die der mit der Betreibung beauftragte Beamte bereinigen möchte;

3° auf die Kosten jeglicher Art, welche auch die Gebühren und Steuern seien, auf die sie sich beziehen.

Art. 15 - Der mit der Betreibung beauftragte Beamte ist als Einziger berechtigt, um Zahlungsaufschübe und -fristen für die Gebühren, Steuern bzw. damit verbundenen Anzahlungen zu bewilligen, und um Quittung dafür zu erteilen.

KAPITEL IV — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 16 - Die Gebühr, die Steuer oder die damit verbundenen Anzahlungen werden bei jeder Berechnungsphase in BEF festgelegt; die BEF-Bruchteile werden jeweils auf das nächste Hundertstel auf- bzw. abgerundet, je nachdem sie mindestens fünfzig Centime erreichen oder unter diesem Betrag liegen.

Art. 17 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 über die Gebühr für die Entnahmen von aufbereitablem zur Versorgung bestimmten Wasser wird aufgehoben.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. März 2000

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1085

[C — 2000/27177]

30 MAART 2000. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de berekening, inning en invordering van de heffing op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water en van de belasting op de winplaatsen van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar is

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993 en 7 maart 1996, inzonderheid op de artikelen 32, 36 en 37;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 oktober 1996;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 november 1996;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van oppervlaktewater tegen vervuiling, gegeven op 3 februari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 1999;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Berekening en inning van de heffing en van de belasting*

Artikel 1. De kohieren vermelden :

- 1° de naam van het Gewest;
- 2° de naam, de voornaam of de firmanaam van de heffing- of belastingplichtige en zijn adres;
- 3° de verwijzing naar het decreet;
- 4° het bedrag van de heffing, de belasting of het voorschot;
- 5° het bevel tot tenuitvoerlegging;
- 6° het begrotingsartikel waarop de opbrengst van de heffing, de belasting of het voorschot wordt toegerekend;
- 7° het volgnummer of het artikel van het kohier.

Naast de in het eerste lid bedoelde gegevens vermelden de aanslagbiljetten van kohieren :

- a) de opeisbaarheidsdatum;
- b) de benaming en het adres van de dienst die belast is met de inning van de belasting.

Art. 2. Als het bedrag van de voorschotten lager is dan 10.000 BEF, mogen de aanbetalingen uitgesteld worden tot de datum van de uitbetaling van het saldo van de heffing of de belasting.

HOOFDSTUK II. — *Invordering*

Art. 3. Het bevelschrift bedoeld in artikel 36, derde lid, van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, hierna het decreet genoemd, moet vergezeld gaan van een uittreksel van het artikel van het kohier betreffende de belastingplichtige en van een afschrift van het bevel tot tenuitvoerlegging.

Art. 4. Als het bedrag dat in hoofdsom en als interesten wordt teruggevorderd, niet hoger is dan 20.000 BEF, kan de met de invordering belaste ambtenaar het bevelschrift bij ter post aangetekende brief overmaken.

Art. 5. De gedeeltelijke stortingen die ten gevolge van de betekening of de mededeling van een dwangschrift worden verricht, belemmeren de voortzetting van de vervolgingen niet.

Art. 6. Na afloop van de beveltermijn laat de met de invordering belaste ambtenaar tot de gedwongen tenuitvoerlegging overgaan.

Art. 7. Het uitvoerend beslag op onroerend goed is onderworpen aan de machtiging van de voor financiën bevoegde Minister.

De met de invordering belaste ambtenaar voegt de volgende stukken bij de machtigingsaanvraag :

- 1° een door de hypotheekbewaarder afgegeven certificaat van de inschrijvingen die de te verkopen goederen bezwaren;
- 2° een staat met vermelding van :
 - a) de naam van de belastingplichtige met betalingsachterstand;
 - b) de aard en het bedrag van de in te vorderen heffingen, belastingen of voorschotten;
 - c) de geschatte verkoopwaarde van voormelde goederen;
 - d) het kadastrale inkomen;
 - e) de ruw geschatte waarde van de goederen die worden aangerekend op het voorrecht van de gewestelijke Schatkist en waarop beslag is gelegd of zou kunnen worden gelegd.

Art. 8. Als de onrechtstreekse vervolgingen betrekking hebben op een bedrag dat in hoofdsom en als interesten en accessoria teruggevorderd wordt en niet hoger is dan 20.000 BEF, mag de met de invordering belaste ambtenaar overeenkomstig artikel 38, §§ 2 à 4, van het decreet handelen.

De betekening geldt als aanmaning met verzet op de inkomens, sommen en bezittingen van derden. Ze blijft geldig zolang de schuld niet vereffend is.

Het bericht bedoeld in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de met de invordering belaste ambtenaar aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg overgemaakt binnen 24 uur nadat de aangetekende brief die als beslag onder derden geldt bij de post is afgegeven.

Art. 9. De met de invordering belaste ambtenaar maakt het eventuele overschot weer over aan de belastingplichtige.

Art. 10. Behalve de vervolgingskosten, berekend volgens de voorschriften die gelden voor de handelingen van de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en commerciële zaken, zijn de volgende kosten ten laste van de belastingplichtige met betalingsachterstand :

- 1° de postkosten;
- 2° de hypotheekkosten.

In uitzonderingsgevallen kan de voor financiën bevoegde Minister de met de invordering belaste ambtenaar machtiging geven om de vervolgingskosten aan de instrumenterende deurwaarder voor te schieten.

De volgende kosten komen niet in aanmerking voor vereffening :

- 1° de kosten voor handelingen van gerechtsdeurwaarders die niet bewezen zijn aan de hand van originelen;
- 2° de kosten voor vervolgingen die niet krachtens een voorafgaand bevelschrift ingesteld zijn.

HOOFDSTUK III. — *Betalingen en kwijtscheldingen*

Art. 11. De heffing, de belasting en de voorschotten zijn betaalbaar in handen van de met de invordering belaste ambtenaar.

Art. 12. § 1. De heffing, de belasting en de voorschotten moeten worden betaald d.m.v. :

- 1° een stortings- of overschrijvingsformulier dat het opschrift "Redevances et contributions" "Heffingen en belastingen" draagt;
- 2° een postwissel ten gunste van de met de invordering belaste ambtenaar;
- 3° een op voorhand gekruiste betaalcheque uitgeschreven ten gunste van de met de invordering belaste ambtenaar op een financiële instelling die aangesloten of vertegenwoordigd is bij een clearinginstelling van het land.

In bijzondere gevallen kan de voor financiën bevoegde Minister instemmen met andere betalingswijzen.

§ 2. Voor de driemaandelijke voorschotten of als hij het bij het aanslagbiljet gevoegde formulier niet gebruikt, moet de belastingplichtige het bedrag van het voorschot, de heffing of de belasting vermelden op zijn betalingsformulier.

§ 3. Behoudens bewijs van het tegendeel gelden de volgende stukken als betalingsbewijs :

- 1° voor stortingen en postwissels, de ontvangstbewijzen met de postdatum;
- 2° voor overschrijvingen en cheques, de rekeningafschriften en de desbetreffende bijlagen.

Als de voor financiën bevoegde Minister instemt met een andere betalingswijze, worden de bewijsstukken daarvoor door hem bepaald.

Art. 13. De betaling van de heffing of de belasting of van de desbetreffende voorschotten heeft uitwerking :

- 1° voor betalingen verricht in een postkantoor, door storting of met een wissel, op de op het document vermelde postdatum, die als schuldbevrijdende datum geldt;
- 2° voor betalingen verricht met een betaalcheque, op de datum waarop de met de invordering belaste ambtenaar de cheque in ontvangst neemt;
- 3° voor de in artikel 12 bedoelde betalingen en voor beslagopbrengsten, op de datum waarop de fondsen in de handen van de gerechtsdeurwaarder worden overgemaakt;
- 4° voor overschrijvingen, op de datum van het rekeningafschrift van de met de invordering belaste ambtenaar, die als betalingsbewijs geldt.

Als de voor financiën bevoegde Minister instemt met een andere betalingswijze, bepaalt hij de datum waarop de betaling uitwerking heeft.

Art. 14. Als de belastingplichtige het achterstallige bedrag dat hij wil vereffenen niet vermeldt, worden de betalingen eerst toegerekend op :

- 1° het bedrag in hoofdsom van de heffingen, de belastingen of de desbetreffende voorschotten die de met de invordering belaste ambtenaar wenst aan te zuiveren;
- 2° de nalatigheidsinteressen betreffende de heffingen, belastingen of voorschotten die de met de invordering belaste ambtenaar wenst aan te zuiveren;
- 3° diverse kosten, ongeacht de heffingen of belastingen waarop ze betrekking hebben.

Art. 15. Alleen de met de invordering belaste ambtenaar heeft machtiging om termijnen toe te staan voor de betaling van heffingen, belastingen of desbetreffende voorschotten en om kwijtscheldingen te verlenen.

HOOFDSTUK IV. — *Diverse bepalingen*

Art. 16. De heffing, de belasting of de desbetreffende voorschotten worden in ieder stadium van de berekening in franken uitgedrukt; de frankdelen worden op een hele frank naar boven of beneden afgerond al naargelang ze meer of minder dan vijftig centiemen bedragen.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 betreffende de heffing op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water dat voor voorziening bestemd is, wordt opgeheven.

Art. 18. De Minister van Begroting, die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 maart 2000.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Uitrustingen en Openbare Werken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET